

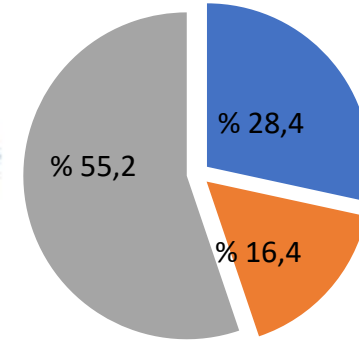
Hezkuntza-sistema(k) Euskal Herrian

Educational system(s) in the Basque Country

Brussels, June 14th

Some considerations

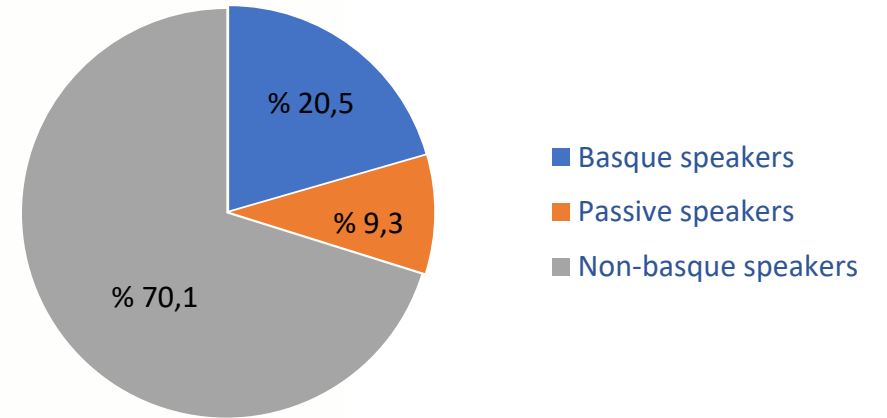
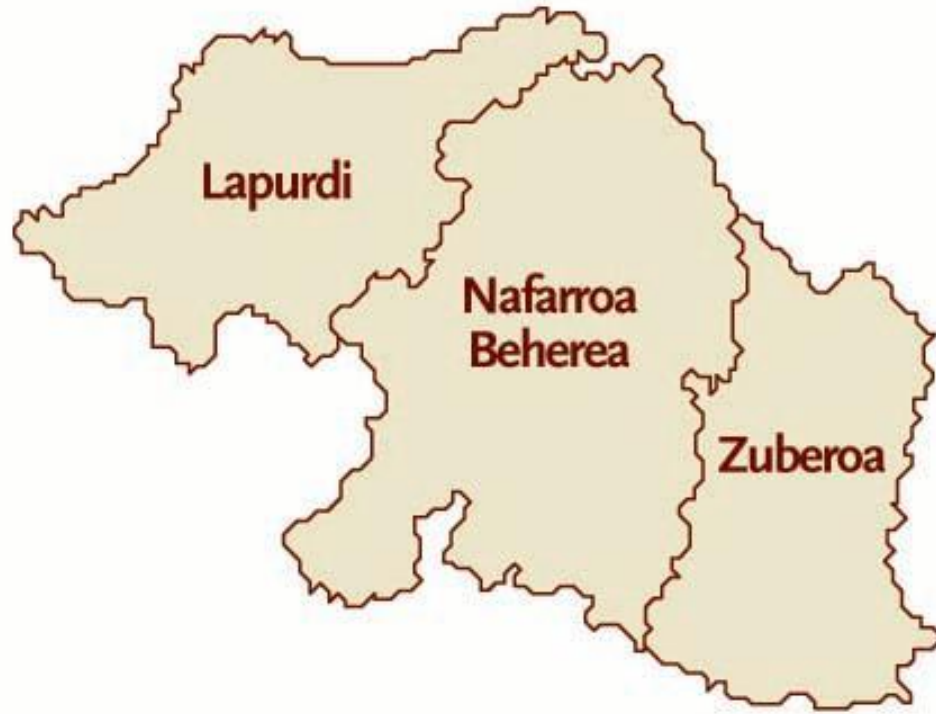


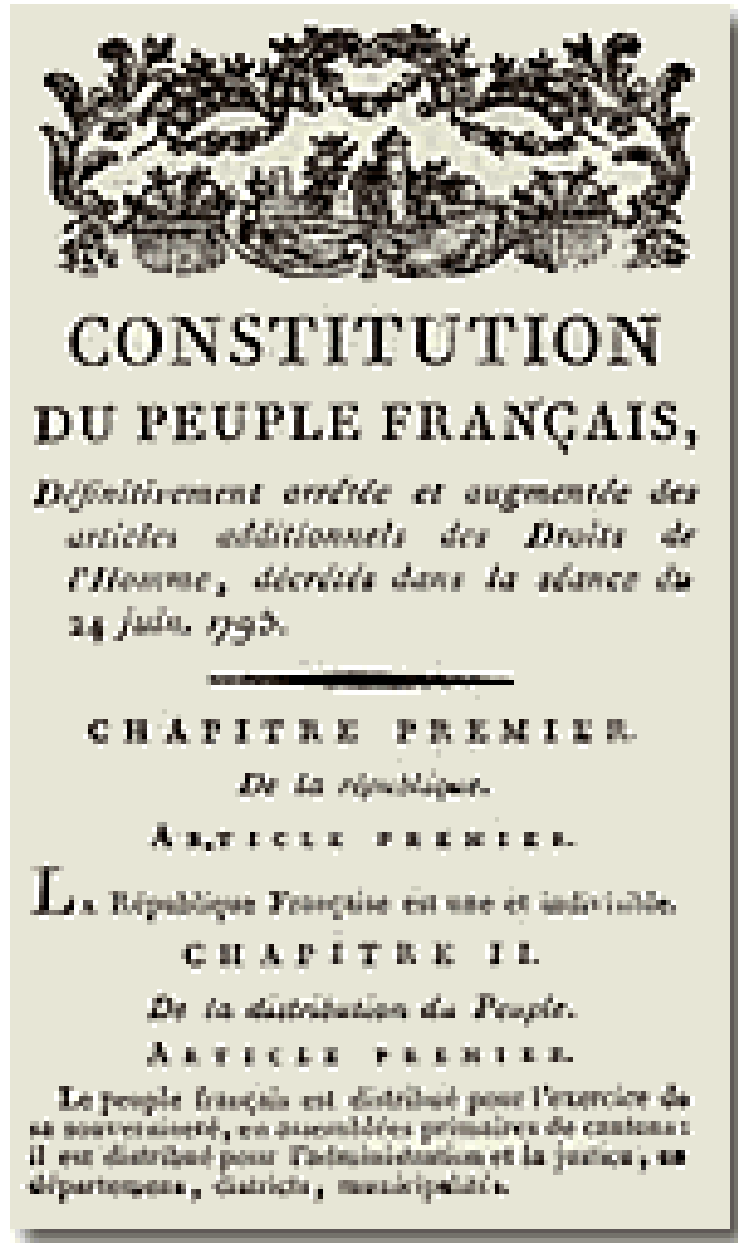


- Basque speakers
- Passive speakers
- Non-basque speakers



Current situation





Loi Deixonne (1951)

Pedagogical instructions will be addressed to the rectors in order to encourage the teachers to use the local languages in the primary and nursery schools whenever they can take advantage of them for their teaching, especially for the study of the French language

Code de l'Éducation

Lo 94-665, Toubon:

French is the language of education, work, exchanges and public services.



LOIS

LOI n° 2021-641 du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion (1)

NOR : MENX2012648L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,
Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 2021-818 DC du 21 mai 2021 ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I^{er}

PROTECTION PATRIMONIALE DES LANGUES RÉGIONALES

Article 1^{er}

Le second alinéa de l'article L. 1 du code du patrimoine est ainsi modifié :

1° Sont ajoutés les mots : « et du patrimoine linguistique, constitué de la langue française et des langues régionales » ;

2° Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « L'Etat et les collectivités territoriales concourent à l'enseignement, à la diffusion et à la promotion de ces langues. »

Article 2

Après le mot : « art », la fin du 5° de l'article L. 111-1 du code du patrimoine est ainsi rédigée : « , de l'archéologie ou de la connaissance de la langue française et des langues régionales. »

Article 3

L'article 21 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française est ainsi rédigé :

« Art. 21. – Les dispositions de la présente loi ne font pas obstacle à l'usage des langues régionales et aux actions publiques et privées menées en leur faveur. »

Article 4

[Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par la décision n° 2021-818 DC du 21 mai 2021.]

Article 5

L'article L. 372-1 du code de l'éducation est abrogé.

Article 6

Les sixième et septième alinéas de l'article L. 442-5-1 du code de l'éducation sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« La participation financière à la scolarisation des enfants dans les établissements privés du premier degré sous contrat d'association dispensant un enseignement de langue régionale au sens du 2° de l'article L. 312-10 fait l'objet d'un accord entre la commune de résidence et l'établissement d'enseignement situé sur le territoire d'une autre commune, à la condition que la commune de résidence ne dispose pas d'école dispensant un enseignement de langue régionale. »

TITRE II

ENSEIGNEMENT DES LANGUES RÉGIONALES

Article 7

La section 4 du chapitre II du titre I^{er} du livre III du code de l'éducation est complétée par un article L. 312-11-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 312-11-2. – Sans préjudice de l'article L. 312-11-1, dans le cadre de conventions entre l'Etat et les régions, la collectivité de Corse, la Collectivité européenne d'Alsace ou les collectivités territoriales régies par l'article 73 de la Constitution, la langue régionale est une matière enseignée dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et élémentaires, des collèges et des lycées sur tout ou partie des territoires concernés, dans le but de proposer l'enseignement de la langue régionale à tous les élèves. »

Décision n° 2021-818 DC du 21 mai 2021

Loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion

[Non conformité partielle]

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL A ÉTÉ SAISI, dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 61 de la Constitution, de la loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion, sous le n° 2021-818 DC, le 22 avril 2021, par Mme Aurore BERGÉ, M. Didier BAICHÈRE, Mme Géraldine BANNIER, MM. Xavier BATUT, Grégory BESSON-MOREAU, Yves BLEIN, Pierre-Yves BOURNAZEL, Mmes Blandine BROCARD, Danielle BRULEBOIS, Samantha CAZEBONNE, Fannette CHARVIER, MM. Francis CHOUAT, François CORMIER-BOULIGEON, David CORCEIRO, Dominique DA SILVA, Frédéric DESCROZAILLE, Mme Françoise DUMAS, MM. Jean-François ELIAOU, Jean-Michel FAUVERGUE, Alexandre FRESCHI, Mmes Agnès FIRMIN LE BODO, Pascale FONTENEL-PERSONNE, M. Luc GEISMAR, Mmes Anne GENETET, Perrine GOULET, Florence GRANJUS, M. Benjamin GRIVEAUX, Mmes Marie GUÉVENOUX, Christine HENNON, MM. Pierre HENRIET, Christophe JERRETTE, François JOLIVET, Guillaume



LANGUAGE MODEL

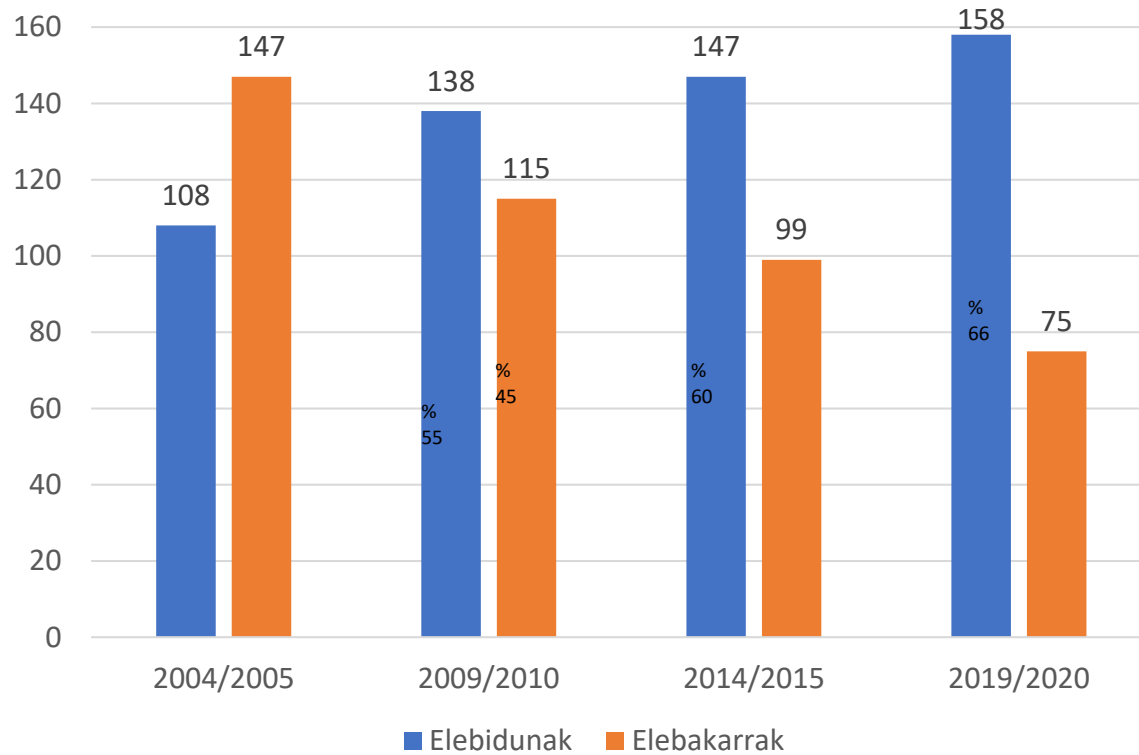
Only in French

Basque as a subject

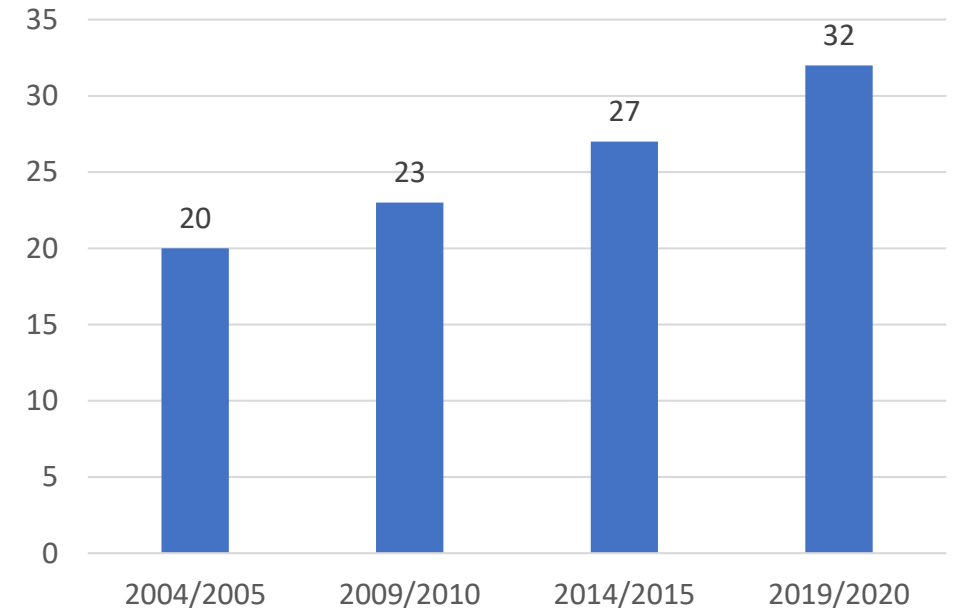
Some classes en Basque (so-called bilingual)

Immersion (Basque schools)

EDUCATIONAL SYSTEM(S) IN THE BASQUE COUNTRY

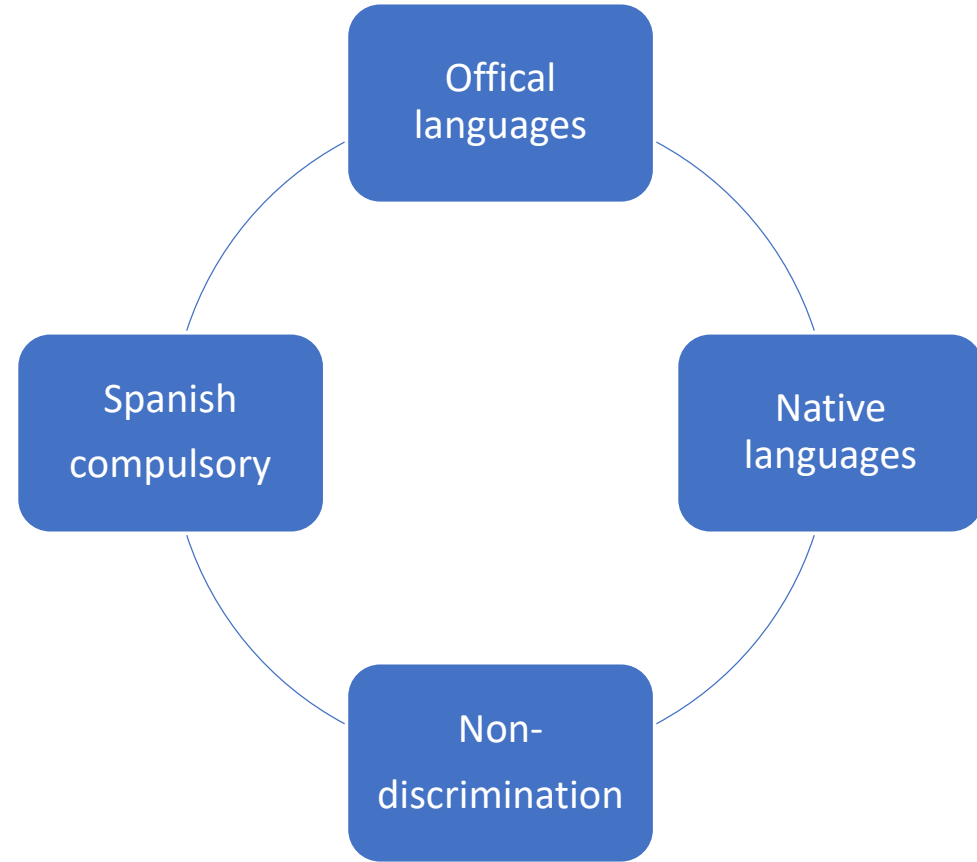


Evolution of monolingual and non-monolingual primary schools

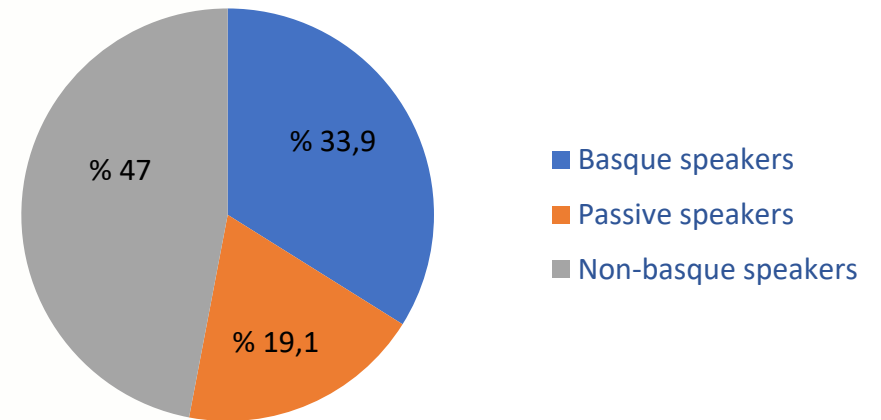
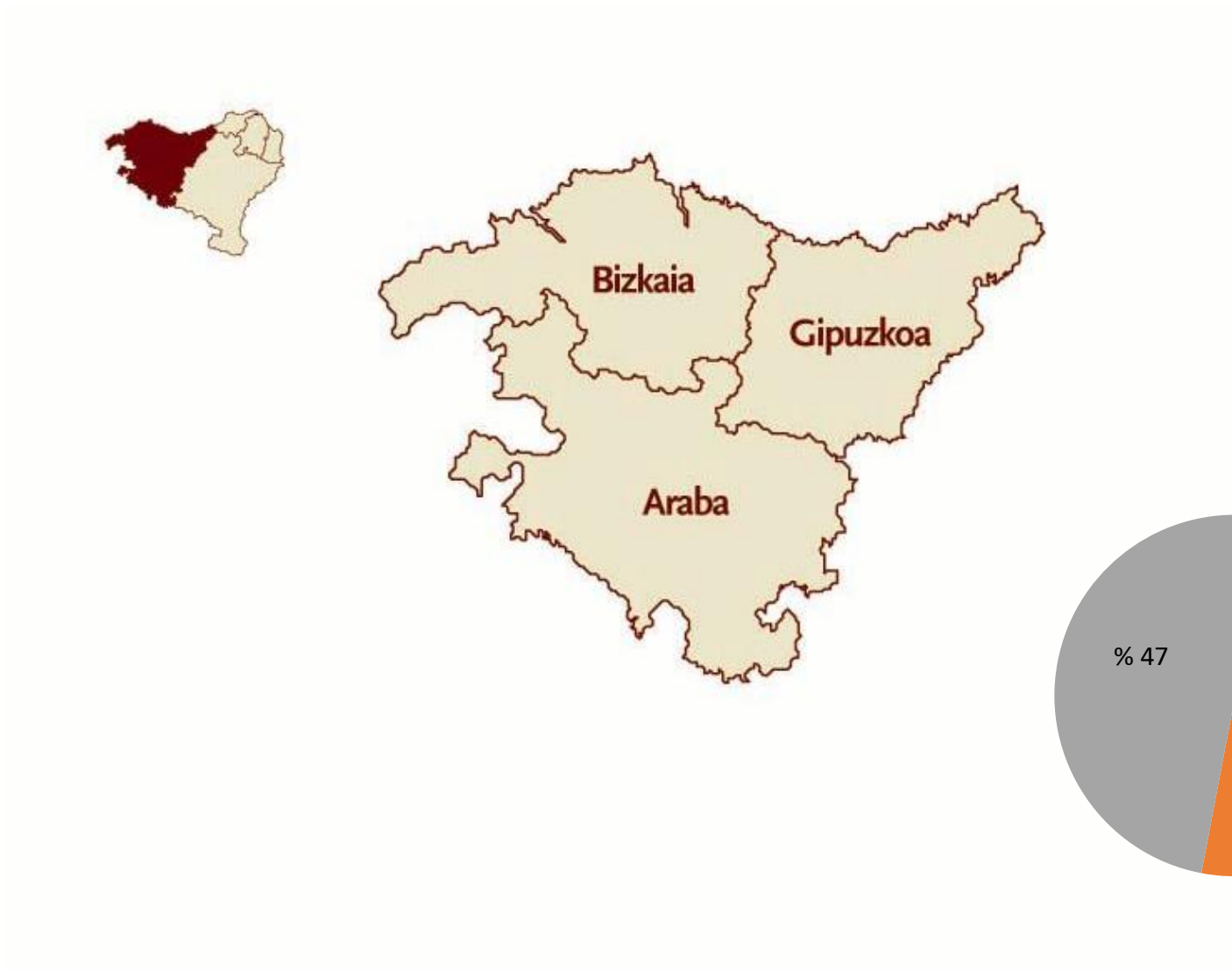


Evolution of immersion schools (SEASKA-IKASTOLA)





Constitutional Court: A minimum timetable regulation that does not allow effective teaching of the two official languages would be unconstitutional.





EDUCATIONAL MODEL

A: Spanish immersion

B: Some subjects basque

D: Basque immersion

B2 LANGUAGE COMPETENCE, AFTER COMPULSORY EDUCATION

MODEL A:

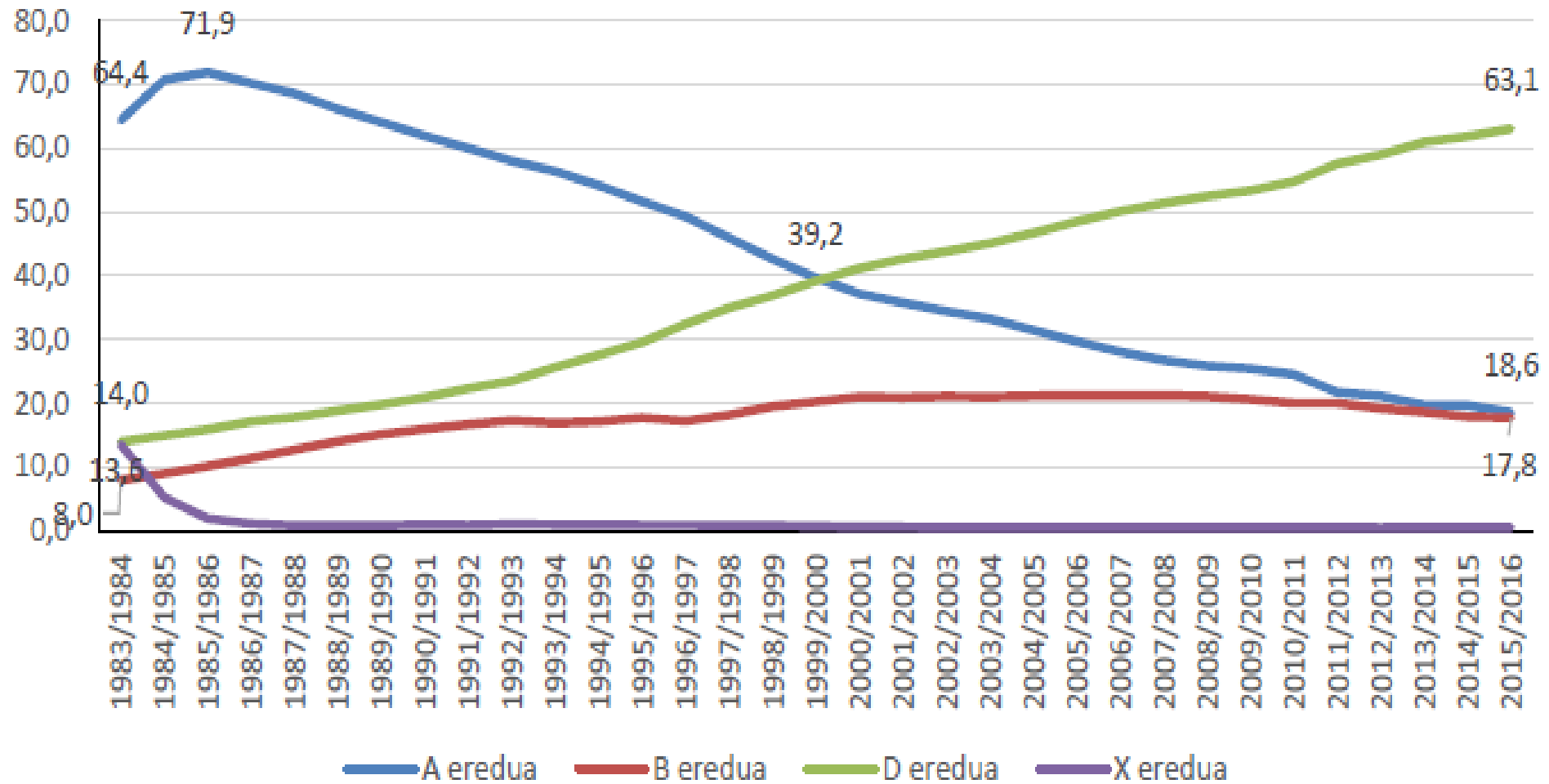
0 %

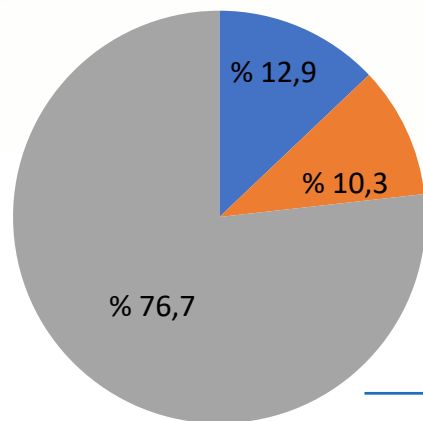
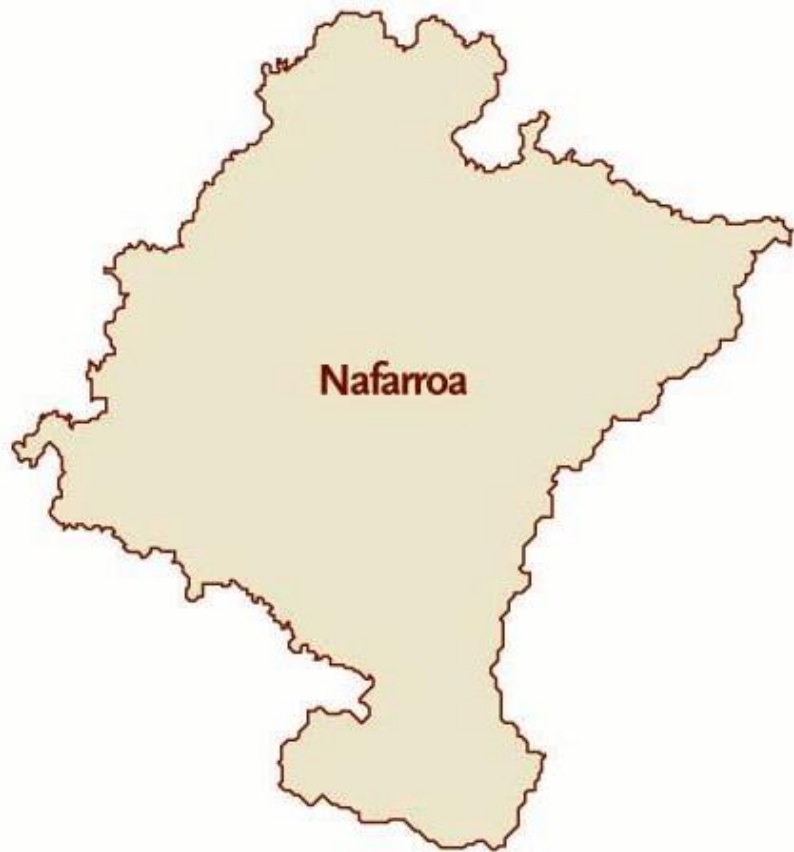
MODEL B:

33 %

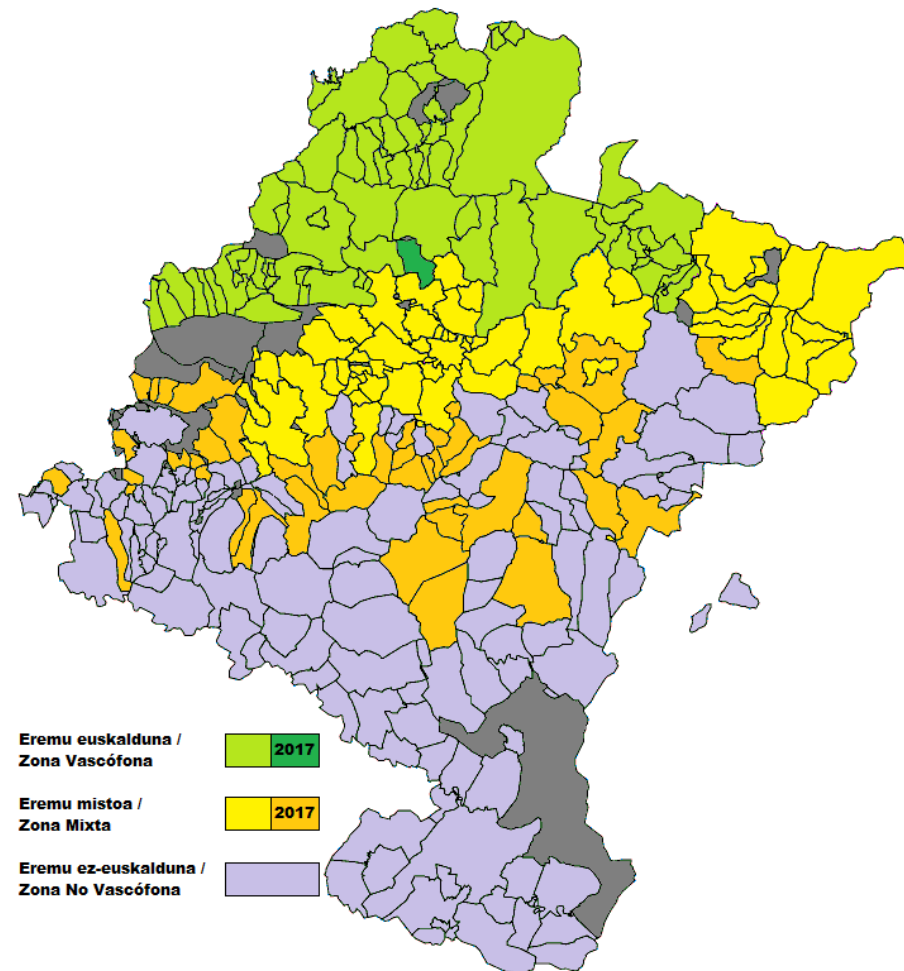
MODEL D:

66 %





- Basque speakers
- Passive speakers
- Non-basque speakers

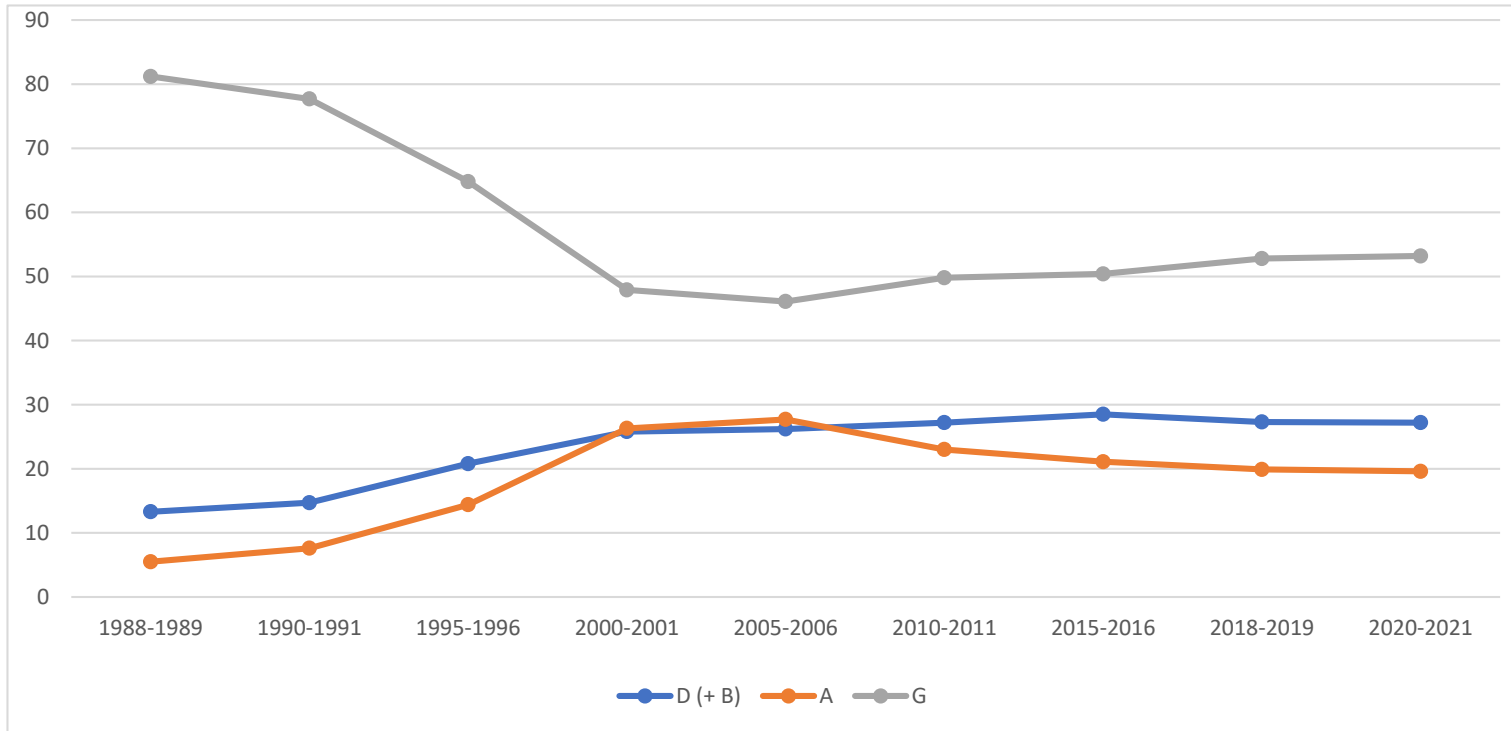




Official	Non-official
Basque as a subject (A)	Basque as a subject (minimums) (A)
Immersion in Basque (D)	Immersion in Basque (minimums) (D)
	Nothing in Basque language (G)

SITUATION

EDUCATIONAL SYSTEM(S) IN THE BASQUE COUNTRY



+ 60%

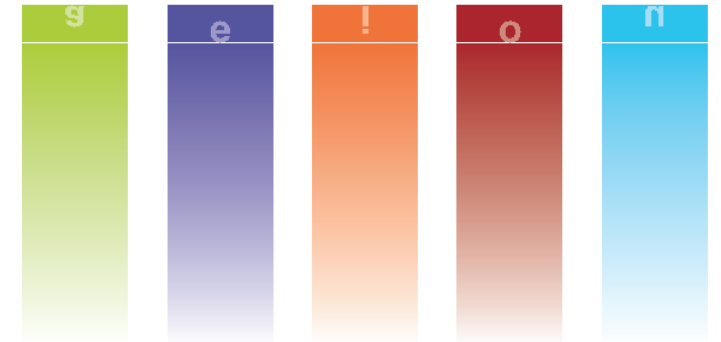
**NO CONNECTION WITH
BASQUE LANGUAGE**



Challenges & threatens



Proposal on teaching multilingual students



EUSKARAREN GIZARTE ERAKUNDEEN
KONTSEILUA



A large crowd of people is gathered in a city square, likely during a protest or public demonstration. The scene is overlaid with a blue tint. A wooden gavel is shown floating in the air above the crowd, symbolizing justice or a legal ruling.

**AUZITEGIEN
ESKUHARTZERIK EZ
AZTERKETAK EUSKARAZ!**

'K EUSKALGINTZAREN
KONTSEILUA



Eskerrik asko

pbilbao@kontseilua.eus

 EUSKALGINTZAREN
KONTSEILUA